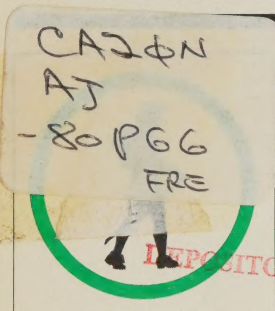



Protection de la propriété et activités de plein air

Guide explicatif sur la loi de 1980 sur la
responsabilité des occupants et sur la loi de 1980
sur la violation du droit de propriété



Ministère du
Procureur
général

R. Roy McMurtry
Ministre



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114700305>

Protection de la propriété et activités de plein air

Guide explicatif sur la loi de 1980 sur la
responsabilité des occupants et sur la loi de 1980
sur la violation du droit de propriété



Ontario

Ministère du
Procureur
général

R. Roy McMurtry
Ministre

Protection de la propriété et activités de plein air

Quatre experts ont été nommés en 1980 pour
recommander des décisions et ont été
nommés la violation du droit de propriété

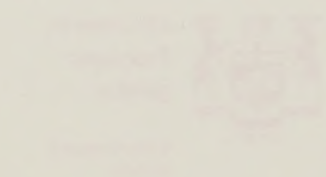
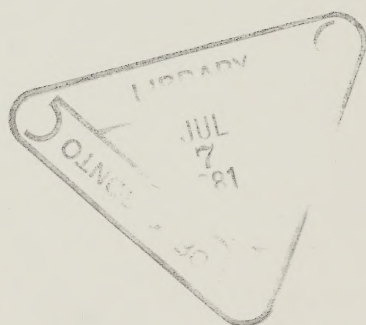


Table des matières

	Page
Un message du procureur général	5
Première partie La loi de 1980 sur la responsabilité des occupants	7
Qu'entend-on par responsabilité des occupants?	8
Pourquoi a-t-on décidé de modifier la loi?	8
La nouvelle obligation fondamentale des occupants	8
Cas où la responsabilité fondamentale ne s'applique pas	9
1. Visiteurs qui acceptent volontairement d'assumer les risques	10
2. Intrus à des fins criminelles	10
3. Visiteurs ayant accès sans payer à des terrains ruraux, pour des fins récréatives	10
4. Autres personnes qui assument leurs propres risques lorsqu'elles pénètrent sur des terrains ruraux	12
Quand l'obligation de prendre soin est plus exigeante que l'obligation fondamentale.	13
Deuxième partie La loi de 1980 sur la violation du droit de propriété	15
Pourquoi a-t-on décidé de modifier la loi?	16
Quels sont les lieux protégés?	16
L'infraction	17
Lieu dont l'accès est interdit	17
Lieu dont l'accès est interdit sans avis à cet effet	17
Avis interdisant l'entrée	19
Avis oral ou écrit	19
Avis donné sous forme d'inscriptions	19
• Inscriptions interdisant l'entrée	19
• Inscriptions permettant ou interdisant des activités	19
Inscriptions de couleurs	19
Personnes autorisées par la loi à entrer sur les propriétés privées	20
Comment traiter les intrus	20
Qui peut appliquer la loi?	20
Comment traiter les intrus sur place	21
Comment procéder lorsque l'intrus a quitté les lieux	23
Comment intenter une poursuite	23
Domages-intérêts accordés à l'occupant	23
Annexes	25
Annexe A	27
Loi de 1980 sur la responsabilité des occupants	28
Loi de 1980 sur la violation du droit de propriété	33
Annexe B	39
Exemples de symboles couramment utilisés	40
Utilisation suggérée des panneaux et inscriptions de couleurs	42
Annexe C	45
Modèle d'entente	45

Un message du procureur général

Le présent guide explique brièvement deux lois importantes récemment adoptées par l'Ontario et qui ont pour effet de modifier les relations légales qui existent entre le propriétaire d'un terrain ou ses occupants et les personnes qui pénètrent sur ce terrain.

La loi de 1980 sur la responsabilité des occupants (The Occupiers' Liability Act, 1980) régit la responsabilité de l'occupant vis-à-vis des personnes qui ont accès à son terrain. Cette loi a également pour effet de protéger l'occupant qui permet que certaines parties de son terrain soient utilisées à des fins récréatives contre la possibilité de poursuites pour dommages subis par des personnes qui ont accepté son hospitalité.

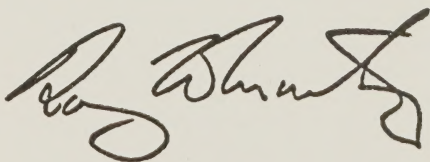
Une autre loi apparentée à la première, la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété (The Trespass to Property Act, 1980), vient remplacer la loi qui existait antérieurement sur ce sujet (The Petty Trespass Act) pour assurer une meilleure protection contre la violation du droit de propriété.

Ces deux nouvelles lois ont été rédigées après plusieurs mois de discussions avec les groupes oeuvrant dans les secteurs agricoles et récréatifs ainsi qu'avec d'autres

membres intéressés du grand public. Ces lois ont pour but de renforcer les droits de propriété et la protection du terrain de l'occupant, tout en encourageant les occupants à permettre que leur terrain soit utilisé pour des activités récréatives compatibles avec leurs intérêts.

Le présent guide comprend deux parties: dans la première, on explique la loi de 1980 sur la responsabilité des occupants alors que la seconde est consacrée à la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété. On trouvera dans chacune de ces parties une description des nouveaux droits et devoirs qui incombent aux personnes qui exercent leur contrôle sur un terrain et à celles qui pénètrent sur des terrains privés. Le texte des deux lois est reproduit en entier dans les annexes.

Les occupants de terrains privés qui permettent que des sentiers d'observation de la nature soient tracés sur leur terrain et les membres d'organisations récréatives qui s'occupent du développement et de l'entretien de tels sentiers, rendent de grands services à tous les citoyens de notre province. Ces deux nouvelles lois devraient encourager une collaboration soutenue entre les deux groupes intéressés.



R. Roy McMurtry

Première partie

La loi de 1980 sur la responsabilité des occupants

La loi de 1980 sur la responsabilité des occupants

Qu'entend-on par responsabilité des occupants?

Les occupants de terrains ou d'établissements, généralement les personnes qui en sont propriétaires ou locataires, ont toujours eu l'obligation de prendre les mesures requises pour protéger contre les blessures les personnes qui ont accès aux lieux placés sous leur contrôle. Cette obligation des occupants de prendre soin des lieux s'applique au terrain, aux bâtiments et autres structures, aux eaux qui sont placées sous son contrôle, aux bateaux et embarcations, aux roulottes utilisées comme abris, résidences ou places d'affaires, aux trains, véhicules et avions lorsqu'ils ne sont pas en opération.

Lorsque l'occupant omet de prendre les mesures requises pour assurer la sécurité des personnes qui entrent dans les lieux et des biens qu'elles y apportent, la loi lui impute la responsabilité civile de toutes blessures pouvant en résulter. En stipulant ainsi que l'occupant est responsable lorsque des blessures sont causées aux personnes qui entrent dans les lieux à cause de la négligence de l'occupant ou de son intention arrêtée de leur faire du tort, la loi tente d'amener les occupants à se conformer à des normes raisonnables relativement aux soins à prendre. La norme applicable pour déterminer les soins qui doivent être pris est généralement établie en faisant référence au comportement que l'on pourrait attendre d'une personne raisonnable de la communauté, dans des circonstances semblables. Si les soins pris par un occupant sont inférieurs à cette norme, l'occupant sera tenu responsable et devra payer une compensation pour les blessures ou dommages causés par son manquement. C'est là le fondement de la loi sur la responsabilité des occupants.

Afin de se protéger en cas de responsabilité éventuelle due à leurs propres négligences vis-à-vis des personnes qui pénètrent sur les lieux qu'ils occupent, plusieurs entreprises, propriétaires de résidences et locataires souscrivent des polices d'assurance.

Pourquoi a-t-on décidé de modifier la loi?

La loi a été modifiée afin de résoudre deux problèmes importants dus à la loi antérieure sur la responsabilité des occupants. D'abord, les règles de Common Law fondées sur les décisions des magistrats étaient devenues trop complexes. Deuxièmement, à cause de l'ancienne loi, les propriétaires de terrain dans les régions rurales n'osaient pas permettre que des activités récréatives soient organisées sur leur terrain, de crainte d'être poursuivis par des personnes ayant subi des blessures après avoir ainsi obtenu accès à leur terrain.

La nouvelle loi abolit la responsabilité des occupants conformément aux règles de Common Law et établit une obligation fondamentale de prendre soin des lieux. On procède d'abord à l'explication de cette obligation fondamentale et l'on énumère ensuite un certain nombre d'exceptions importantes où cette obligation ne s'applique pas.

La nouvelle obligation fondamentale des occupants

La nouvelle loi décrit en ces termes, à l'article 3(1) l'obligation fondamentale des occupants:

Un occupant des lieux a l'obligation de prendre le soin qui s'avère raisonnable dans toutes les circonstances en cause pour veiller à ce que les personnes qui entrent dans les lieux et les biens qu'elles y apportent soient raisonnablement en sûreté lorsqu'ils s'y trouvent.

Cette nouvelle loi exige que les occupants prennent toutes les mesures raisonnables en toutes circonstances pour veiller à ce que les personnes qui ont accès à leur propriété ne soient pas victimes de blessures causées par l'état des lieux ou les activités qui y ont cours.

En définissant une obligation fondamentale de prendre soin des lieux, les tribunaux peuvent prendre en considération toutes les



"La personne qui se livre à des activités dangereuses doit connaître les dangers possibles et accepter librement les risques de blessures"

circonstances pertinentes au moment de décider si la conduite de l'occupant peut être qualifiée de raisonnable. Ainsi, on pourra considérer comme une conduite raisonnable, celle d'un propriétaire de terrain qui omet de clôturer son terrain parce qu'il se trouve entouré par des lieux sauvages, alors qu'il ne saurait être considéré raisonnable qu'une compagnie de construction omette de protéger les curieux en construisant une clôture autour de ses chantiers de construction. Il pourra être jugé nécessaire que l'occupant prenne des soins plus minutieux si l'occupant sait que des enfants jouent régulièrement sur son terrain. Quel que soit le cas, la norme qui sera appliquée correspondra au comportement auquel on pourrait s'attendre d'un autre membre raisonnable de cette communauté, dans des circonstances semblables. Finalement, la loi sera suffisamment souple pour permettre aux tribunaux de juger

équitablement les questions de responsabilité dans des circonstances différentes.

Cas où la responsabilité fondamentale ne s'applique pas

La loi sur la responsabilité des occupants stipule que les occupants ont une obligation fondamentale de prendre soin des lieux, mais définit également quatre exceptions à cet égard. Les personnes qui pénètrent sur les lieux des quatre façons mentionnées en qualité d'exceptions dans la loi assument volontairement leurs propres risques ou sont réputées avoir assumé leurs propres risques en vertu de la loi.

La loi stipule, cependant, que même lorsqu'une personne assume ses propres risques, l'occupant a l'obligation d'éviter de créer un danger avec l'intention arrêtée de faire du tort à la personne qui pénètre sur sa

propriété ou aux biens qu'elle apporte avec elle. L'occupant ne doit pas non plus agir de façon insouciant en faisant abstraction de la présence de la personne ou de ses biens. Agir de façon insouciant consiste à poser des gestes que toute personne raisonnable pourrait juger susceptibles de causer des blessures sérieuses à autrui. Par exemple, l'occupant ne peut, en aucun cas, poser des pièges destinés à nuire aux personnes qui pénètrent sur sa propriété.

1. Visiteurs qui acceptent volontairement d'assumer les risques

L'article 4(1) de la loi stipule:

L'obligation de prendre soin... ne s'applique pas à l'égard des risques volontairement assumés par la personne qui entre dans les lieux...

Pour assumer volontairement les risques, le visiteur doit connaître les dangers possibles et choisir librement d'accepter les possibilités de blessures. Par exemple, les tribunaux ont déclaré que les spectateurs présents lors d'une partie de hockey assument volontairement le risque d'être blessés par le disque lancé involontairement dans les gradins. Comme le visiteur assume volontairement les risques qu'il prend, l'occupant est libéré de son obligation de prévenir les blessures pouvant être causées par ces risques, en autant qu'aucun geste ne soit posé dans l'intention de causer des blessures.

Les occupants, même ceux qui exploitent des installations récréatives commerciales, conservent en vertu de l'article 3 (3) de la loi, une certaine liberté de limiter leurs responsabilités vis-à-vis des personnes qui entrent sur les lieux. Une méthode couramment utilisée pour limiter le risque de l'occupant consiste à donner aux personnes qui entrent sur les lieux, un avis à l'effet qu'elles doivent assumer certains risques relatifs aux activités auxquelles elles se livrent. Cet avis lui indiquant qu'elle court un risque permet à la personne qui entre sur les lieux de choisir si elle préfère renoncer à ces activités ou y participer en assumant volontairement les

risques courus. La loi exige que l'occupant, qui désire limiter sa responsabilité, prenne les mesures raisonnables pour porter à l'attention des personnes qui entrent dans les lieux, les limitations ainsi apportées.

2. Intrus à des fins criminelles

Dans le cadre de la loi antérieure, les intrus étaient classifiés en un groupe distinct vis-à-vis duquel les occupants pouvaient appliquer des normes moins exigeantes quant aux soins à prendre. Des problèmes se sont ainsi développés à cet égard à cause des différents types d'activités qui peuvent être classifiés comme des violations du droit de propriété.

Le fait de traiter sur le même pied, l'enfant curieux qui pénètre dans la cour du voisin ou l'adulte à la recherche de toilettes dans le sous-sol d'un magasin et le voleur qui pénètre par effraction sur les lieux ne pouvaient conduire qu'à des injustices. La loi n'utilise pas l'expression "intrus" mais crée plutôt une catégorie distincte pour les personnes qui se trouvent dans les lieux avec l'intention de commettre des activités criminelles. Dans ces cas, la personne est réputée avoir volontairement assumé tous les risques et la loi élimine la nécessité d'examiner si ladite personne connaissait effectivement les dangers qu'elle courait et a choisi volontairement d'assumer les risques courus.

Rappelons cependant que l'occupant demeure malgré tout soumis à l'obligation d'éviter de créer une situation dangereuse avec l'intention délibérée de blesser autrui ou de causer des dommages à ses biens. Bien que l'occupant ait le droit de jouir des lieux sans irruption par des personnes qui y pénètrent avec l'intention de commettre des activités criminelles, il est interdit, en vertu de la loi, d'infliger intentionnellement des blessures à quiconque, sauf dans les cas de légitime défense.

3. Visiteurs ayant accès sans payer à des terrains ruraux, pour des fins récréatives

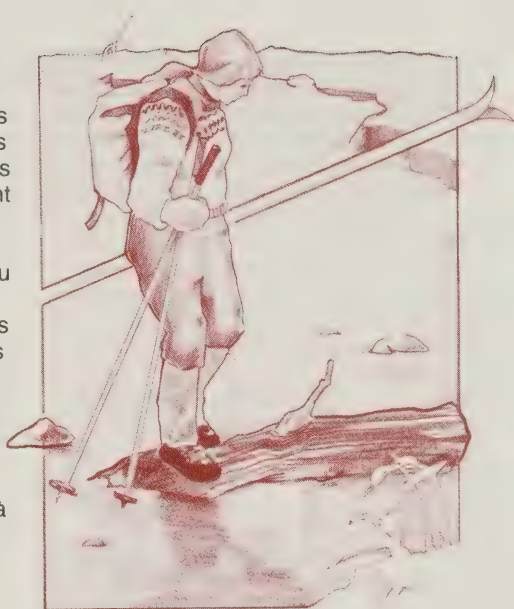
En vertu de la loi sur la responsabilité des

occupants, les personnes qui s'adonnent à des activités récréatives sur la plupart des terrains ruraux, sans payer pour avoir accès aux lieux où elles se trouvent, sont réputées en vertu de la loi assumer volontairement les risques de blessures. Pourvu que l'occupant du terrain ne crée aucun danger avec l'intention arrêtée de faire du tort aux personnes qui entrent sur les lieux et pourvu que l'occupant ne s'engage dans aucune activité susceptible de causer des blessures sérieuses aux personnes qui entrent sur les lieux, l'occupant n'assumera aucune responsabilité vis-à-vis des personnes qui s'adonnent à des activités récréatives sans payer pour avoir accès à son terrain.

La loi stipule que toute personne, y compris un enfant, qui a accès sans payer à des terrains ruraux et qui s'y adonne à des activités récréatives, est responsable de sa propre sécurité. Les dispositions de la loi correspondent maintenant à l'attitude d'autosuffisance adoptée par les personnes expérimentées qui utilisent à des fins récréatives des propriétés rurales: **ces visiteurs doivent prendre l'environnement tel qu'ils le trouvent.**

L'article 4(3) (c) de la loi stipule que l'occupant qui reçoit une allocation ou un paiement d'un gouvernement ou d'une agence gouvernementale peut quand même bénéficier des avantages qui lui sont accordés en vertu de la loi vis-à-vis des personnes qui entrent dans les lieux en assumant leurs propres risques. De même, si l'occupant reçoit une allocation ou un paiement versé par une association de loisirs à but non lucratif, par exemple, un titre gratuit de membre honorifique du club ou de l'association ou une invitation à un dîner ou à une soirée dansante, l'occupant ne perd pas pour autant la protection à laquelle il a droit vis-à-vis des personnes qui entrent sur son terrain et qui sont réputées assumer leurs propres risques en vertu de la loi.

La loi a été conçue dans le but de préserver la relation de cordialité et de respect mutuel qui s'est traditionnellement



"Les personnes qui se livrent à des activités récréatives sur des terrains ruraux ... doivent prendre l'environnement tel qu'elles le trouvent"

développée entre les propriétaires de terrains bienveillants et les associations de loisirs à but non lucratif dont les membres donnent volontairement leur temps et leurs efforts pour créer des installations récréatives qui profitent à tous. Pourvu que les allocations ou paiements reçus par un occupant de la part d'une association de loisirs à but non lucratif conservent un caractère social et une valeur purement nominale, il n'y a aucun risque que l'occupant soit considéré comme un fournisseur commercial d'installations récréatives.

Si l'usager des lieux à des fins récréatives désire que l'occupant prenne un plus grand soin de sa protection, il doit se rendre dans un lieu où il devra payer un prix d'admission pour s'adonner à ce type d'activités. Les

occupants de tels lieux sont assujettis à l'obligation fondamentale de prendre raisonnablement soin des lieux, sous réserve des limitations indiquées dans les avis donnés à ce sujet par l'occupant.

Les occupants de terrains ruraux doivent savoir qu'ils sont assujettis à l'obligation ordinaire de prendre raisonnablement soin des lieux vis-à-vis de leurs employés, de leurs invités personnels et des autres personnes qui entrent sur les lieux avec la permission de les utiliser à des fins autres que récréatives.

Dans le but d'en simplifier la présentation, les types de lieux où les usagers qui s'adonnent à des activités récréatives, sans avoir payé pour avoir accès aux lieux et où ils sont réputés assumer leurs propres risques ont été décrits dans le présent guide par l'expression "la plupart des lieux ruraux". Cette description pourra se révéler utile mais on trouvera de plus dans l'article 3 (4) de la loi une classification plus précise de ces lieux.

Ces lieux comprennent le terrain, les structures qui s'y trouvent et les pièces d'eau. Il s'agit des lieux suivants:

- les lieux ruraux qui sont
 - utilisés à des fins agricoles, y compris les terres en culture, les vergers, les prés, les parcelles boisées et les étangs sis sur une ferme,
 - des lieux vacants ou non développés,
 - des lieux boisés ou incultes;
- des terrains de golf lorsqu'ils ne sont pas ouverts pour y jouer;
- des droits de passage ou des couloirs à l'usage des services publics, sauf les constructions qui y sont situées;
- des terrains affectés à l'ouverture éventuelle de chemins;
- des chemins dont le caractère privé est raisonnablement indiqué au moyen d'un avis;
- des pistes de loisirs dont le caractère récréatif est raisonnablement indiqué au moyen d'un avis.

Il faut remarquer que la personne qui entre dans un lieu n'est pas réputée en vertu de la

loi assumer ses propres risques lorsque les lieux en question sont des constructions situées sur des couloirs à l'usage des services publics. Les services publics doivent prendre un soin raisonnable afin d'assurer que les personnes qui entrent dans les lieux ne soient pas victimes de blessures dues à l'état des constructions.

4. Autres personnes qui assument leurs propres risques lorsqu'elles pénètrent sur des terrains ruraux

De façon générale, toutes les personnes qui pénètrent sur les propriétés rurales mentionnées dans la liste précédente, sans payer de frais d'admission pour entrer sur les lieux et s'y adonner à des activités, sont réputées assumer leurs propres risques en vertu de la loi. Les personnes suivantes font également partie de cette catégorie d'usagers:

- Les intrus, lorsque l'entrée sur la propriété est interdite en vertu de la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété (The Trespass to Property Act, 1980).

Les cas dans lesquels l'entrée est interdite en vertu de la loi sur la violation du droit de propriété sont discutés en détail dans la deuxième partie du présent guide, à la page 15. De façon générale, la personne qui entre dans la plupart des lieux ruraux où son entrée est interdite assume ses propres risques.

- Les personnes qui pénètrent sur un terrain où l'occupant n'a placé aucun avis pour en autoriser ou en interdire l'entrée et n'a pas expressément permis d'une autre façon l'entrée dans les lieux.

Cette seconde disposition permet de couvrir des cas qui autrement pourraient être oubliés par la loi. Elle s'applique aux situations où les activités auxquelles la personne se livre sur le terrain ne peuvent être considérées comme uniquement récréatives. Par exemple, le cas d'une personne qui se rend au travail ou à l'école et qui traverse à pied un terrain boisé, un marais ou un terrain non cultivé ne portant aucun signe ou avis et situé dans une région

rurale, relèvera de cette disposition. Dans ce cas, l'entrée de la personne sur les lieux ne serait pas interdite, considérant que les lieux ne font pas partie de la catégorie des lieux où l'entrée est interdite sans avis. Il est également douteux que l'activité consistant à marcher pour se rendre au travail ou à l'école soit considérée comme ayant un caractère récréatif. Ainsi, en vertu de cette disposition, les personnes sont réputées avoir assumé leurs propres risques dans ces circonstances.

Rappelons cependant que les occupants de propriétés rurales ont une obligation fondamentale d'assurer une protection raisonnable à leurs employés, aux personnes qui pénètrent sur le terrain à des fins commerciales et aux personnes dont ils assurent l'hébergement.

Quand l'obligation de prendre soin est plus exigeante que l'obligation fondamentale

Dans la grande majorité des cas, l'occupant sera assujéti à une obligation fondamentale de prendre un soin raisonnable des lieux ou, si la personne qui entre dans les lieux assume ses propres risques, l'obligation de l'occupant de prendre soin des lieux sera réduite. Cependant, la loi stipule que dans certaines situations spéciales, il y a lieu de maintenir les obligations accrues de l'occupant. De façon générale, ces situations se produisent lorsque la nature des activités commerciales de l'occupant font en sorte que les personnes qui entrent dans les lieux sont en droit de s'attendre à des considérations spéciales. Par exemple, l'occupant aura des obligations accrues vis-à-vis des personnes qui séjournent dans un hôtel qui lui appartient et il ne pourra se contenter de leur accorder des soins raisonnables. Un établissement de nettoyage à sec devra s'acquitter d'obligations accrues vis-à-vis des vêtements de ses clients comparative-ment aux soins qu'un propriétaire de terrain doit apporter aux biens personnels apportés sur son terrain par les personnes qui y ont accès. Comme ces normes relatives aux

obligations accrues de l'occupant ne constituent pas une innovation et comme elles se produisent invariablement dans le cadre de toute activité commerciale, la plupart des occupants ne voient aucun problème majeur à s'en acquitter.



"Dans la plupart des cas, on considère que la personne qui traverse des terrains ruraux pour se rendre à l'école ou au travail assume alors ses propres risques"

Deuxième partie

La loi de 1980 sur la violation du droit de propriété

La loi de 1980 sur la violation du droit de propriété

Pourquoi a-t-on décidé de modifier la loi?

La nouvelle loi a pour but de donner aux occupants, c'est-à-dire les propriétaires ou locataires qui occupent des terrains et édifices, un contrôle plus étendu sur le droit d'accès à leurs propriétés et son utilisation. On y définit clairement les cas où il y a intrusion. De plus, la loi porte à 1 000\$ le montant maximum d'amende, permet au même tribunal qui a jugé l'intrus coupable d'ordonner le paiement au propriétaire de dommages-intérêts pouvant atteindre 1 000\$, et permet au tribunal d'exiger que l'intrus paie les frais raisonnablement occasionnés pour tenter la poursuite.

Tout en renforçant la position de l'occupant vis-à-vis de l'intrus, la loi a été conçue dans le but de faciliter l'organisation d'activités récréatives, y compris les sentiers de promenade, sur les terrains privés. D'excellentes relations de collaboration se sont traditionnellement développées entre les occupants de terrains ruraux et les associations qui s'occupent de l'aménagement de sentiers de promenade à des fins récréatives. Si l'on veut réussir à conserver les sentiers de promenade déjà existants et à développer de nouveaux sentiers grâce aux efforts des volontaires, il faut pouvoir compter sur une conduite responsable de la part des usagers de ces sentiers et s'assurer qu'ils respectent le terrain et ses occupants. Un nouveau système de signalisation a été créé par la loi afin de faciliter le contrôle des activités récréatives par les occupants et les associations récréatives agissant conformément à une entente avec l'occupant. La loi a ainsi pour but de décourager et de punir les personnes dont la conduite compromet nos

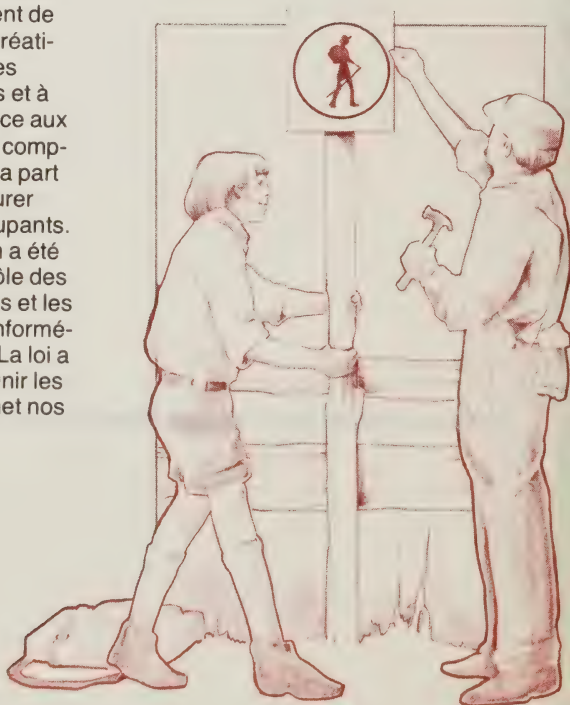
possibilités d'avoir accès à des lieux à des fins récréatives.

Quels sont les lieux protégés?

En vertu de la loi, tous les lieux sont protégés, y compris les emplacements scolaires. Les lieux comprennent les terrains et les structures qui s'y trouvent, incluant:

- les eaux,
- les bateaux et embarcations,
- les remorques et roulottes destinées à servir ou servant de résidence, de place d'affaires ou d'abri,
- les trains, wagons, véhicules et avions, sauf lorsqu'ils sont en marche.

"Un nouveau système de signalisation... pour faciliter le contrôle des activités récréatives"



L'infraction

L'article 2 de la loi sur la violation du droit de propriété définit l'infraction comme suit:

Quiconque n'agit pas en vertu d'un droit ou d'un pouvoir conféré par la loi et,

- sans la permission expresse de l'occupant, permission dont la preuve incombe au défendeur,
 - entre dans des lieux lorsque l'entrée en est interdite aux termes de la présente loi, ou
 - s'adonne à une activité sur les lieux lorsque cette activité est interdite aux termes de la présente loi; ou
- ne quitte pas immédiatement les lieux après en avoir reçu l'ordre de l'occupant ou du représentant autorisé de l'occupant

est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité d'une amende d'au plus 1 000\$.

Le premier type d'infraction est le plus clairement identifiable: **pénétrer dans des lieux lorsque l'entrée en est interdite aux termes de la loi, sans avoir obtenu une permission expresse de le faire.** Ce serait le cas, par exemple, de la personne qui entrerait dans une section d'un édifice réservée au personnel et identifiée comme telle au moyen d'affiches. Il s'agit là d'une infraction à moins que la personne ait reçu une permission spéciale d'entrer dans cette section de l'édifice. La permission pourra être donnée oralement, par exemple, dans le cas d'un client d'un magasin qui utilise les toilettes réservées au personnel après que l'un des employés lui ait indiqué où elles se trouvent. La permission peut aussi être donnée par écrit, par exemple sous forme d'un laissez-passer permettant de pénétrer dans un secteur autrement réservé. C'est la personne qui entre dans les lieux qui doit fournir la preuve qu'elle a obtenu la permission de le faire car autrement le poursuivant aurait la tâche difficile de prouver qu'aucune permission n'avait été donnée. Une fois que

le poursuivant a prouvé que le défendeur se trouvait sur les lieux alors que l'entrée desdits lieux était interdite, le défendeur doit prouver qu'il avait reçu une permission expresse d'y pénétrer.

Le deuxième type d'infraction a **été établi dans le but de décourager les personnes de s'adonner à des activités interdites même lorsque leur entrée sur les lieux était légale.** Si l'on trouve sur le terrain des inscriptions indiquant que les excursions à pied sont permises mais que la chasse est interdite, la personne qui entre dans les lieux pour s'adonner à une excursion à pied sera coupable d'une infraction si elle se livre, par la suite, à l'activité interdite. Ici encore, il serait possible de démontrer qu'une permission expresse de chasser a été donnée, mais ce sera la responsabilité du défendeur de soumettre une preuve de l'existence de cette permission.

Le troisième type d'infraction est le **manquement de quitter les lieux après en avoir reçu l'ordre.** L'obligation de quitter les lieux s'applique même lorsque la personne entrée sur les lieux ne s'est livrée à aucune activité répréhensible. Lorsque la personne entrée sur les lieux a d'abord versé un paiement pour obtenir le droit d'utiliser les lieux, comme c'est le cas par exemple, de la personne qui a acheté un billet à l'entrée d'un théâtre, celle-ci pourra avoir le droit de réclamer un remboursement ou des dommages-intérêts parce qu'on l'a obligée à quitter les lieux. Afin de prévenir toute atteinte à l'ordre public, il est nécessaire que la personne quitte d'abord les lieux et argumente par la suite.

Lieu dont l'accès est interdit

Lieu dont l'accès est interdit sans avis à cet effet

Il existe des lieux dont l'accès est interdit sans avis à cet effet. On présume que le grand public doit savoir que l'accès à ces lieux est interdit sans permission expresse reçue de l'occupant.



"Sauf lorsque la personne a obtenu une permission expresse à cet égard, il lui est interdit d'entrer dans un jardin, un pré ou un autre terrain en culture, y compris un verger, même si ces lieux ne portent aucun avis d'interdiction"

L'article 3(1) de la loi stipule que l'entrée est interdite sans avis lorsque les lieux sont:

- Un jardin, un champ ou une autre terre en culture, y compris
 - une pelouse,
 - un verger,
 - un vignoble,
 - des lieux où des arbres ont été plantés mais n'ont pas atteint une taille moyenne de plus de 2 mètres (plus de 6 pieds), et
 - des parcelles boisées sur des terres utilisées principalement à des fins agricoles.
- des lieux clos de façon à indiquer l'intention de l'occupant d'empêcher les personnes d'y entrer ou d'y garder des animaux.

Un champ ou un jardin sera considéré comme un endroit cultivé lorsqu'il a été labouré, qu'il ait été ensemencé ou non. Il va sans dire que ces lieux sont considérés comme des endroits cultivés lorsqu'une récolte y pousse. Le cas pourra présenter des difficultés pour la personne qui entre sur les lieux en hiver lorsque les plantations d'hiver sont enfouies sous la neige. Même si certains agriculteurs placent des inscriptions

indiquant l'existence d'une plantation d'hiver, la loi stipule que la personne qui pénètre sur des terrains cultivés commet une infraction, même si l'existence de plantation n'a pas été portée à son attention.

Avis interdisant l'entrée

Avis oral ou écrit

L'occupant, ou une personne autorisée à cet effet par l'occupant, peut interdire l'accès des lieux, soit oralement, soit par avis écrit, de sorte que la personne qui entrera malgré l'interdiction commettra une infraction.

Tel avis, oral ou écrit, sera habituellement utilisé pour interdire l'accès des lieux par l'occupant qui en avait auparavant permis l'accès ou qui avait omis d'en interdire l'accès et qui décide d'en interdire l'accès à l'avenir. L'avis écrit peut également prendre la forme d'une lettre ou d'une note donnée ou envoyée aux personnes susceptibles d'entrer dans les lieux.

Avis donné sous forme d'inscriptions

• Inscriptions interdisant l'entrée

Les occupants peuvent placer sur les lieux des inscriptions en interdisant l'accès aux personnes non invitées. La personne qui entre sur des lieux où se trouvent des inscriptions indiquant qu'il est interdit d'y pénétrer, commet une infraction. Telles inscriptions pourront entre autres se lire comme suit: "Défense d'entrer", "Entrée interdite", "Propriété privée", et elles auront pour effet d'indiquer que l'entrée est interdite. Afin d'interdire l'entrée sur les lieux, les inscriptions utilisées doivent être clairement lisibles de jour, dans des conditions normales, des abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès.

• Inscriptions permettant ou interdisant des activités

Les articles 4 et 6 de la **loi sur la violation du droit de propriété** permettent à l'occupant de contrôler de façon plus souple les activités qui ont lieu sur son terrain. L'article 4(1) permet d'agir de façon positive pour contrôler les activités sur les lieux. Un avis

donné, selon lequel il est permis d'exercer une ou plusieurs activités particulières constitue un avis légal à l'effet que toutes les autres activités sont interdites sur ce même terrain. Par exemple, si les panneaux indicateurs placés sur un terrain indiquent la permission d'utiliser le terrain pour faire de l'équitation, sans mentionner aucune autre activité, toutes les autres activités sont interdites et les personnes qui s'y adonnent peuvent alors être poursuivies.

L'article 6(1) stipule qu'un panneau indicateur nommant une activité ou l'illustrant par un graphique, c'est-à-dire un symbole visuel de l'activité, suffit aux fins de donner avis que cette activité est permise.

L'article 4(2) de la loi indique comment interdire certaines activités particulières en utilisant des avis à cet effet. Il faut procéder avec soin lorsque l'on décide de placer des avis indiquant que des activités sont interdites. Un avis interdisant une activité particulière ou plusieurs activités particulières aura pour effet d'interdire légalement uniquement lesdites activités et l'occupant ne pourra poursuivre les personnes engagées dans d'autres activités. Par exemple, l'inscription "Pêche interdite" aura pour effet d'interdire la pêche mais n'aura pas pour effet d'interdire les excursions à pied, le ski, l'équitation ou autres activités. L'article 6(2) permet à l'occupant d'indiquer qu'une activité est interdite en utilisant à cet effet un panneau indicateur nommant l'activité ou l'illustrant par un graphique et recouvert d'une ligne oblique. d'une ligne oblique.

Les inscriptions données en vue d'interdire des activités doivent être disposées de façon à ce qu'elles soient clairement visibles de jour, dans des conditions normales, des abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès.

• Inscriptions de couleurs

L'article 7 de la loi permet à l'occupant de contrôler les activités sur son terrain en utilisant à cet effet des inscriptions de couleur rouge ou jaune. Ces inscriptions de couleurs peuvent être utilisées pour rempla-

cer ou compléter les inscriptions portant des messages écrits ou graphiques. On trouvera en annexe B des explications concernant l'utilisation pratique des panneaux et des couleurs.

Des inscriptions de couleur rouge signifient que l'entrée des lieux est interdite. Ces inscriptions doivent être d'une dimension permettant d'y contenir pleinement un cercle de 10 centimètres (4") de diamètre.

Des inscriptions de couleur jaune signifient que l'entrée est interdite sauf pour exercer certaines activités et la personne qui désire pénétrer sur les lieux doit consulter d'autres panneaux ou s'adresser à l'occupant pour connaître la nature des activités permises. Ces inscriptions doivent également être d'une dimension permettant d'y contenir pleinement un cercle de 10 centimètres (4") de diamètre.

Pour remplir efficacement leur rôle, les panneaux de couleurs doivent être placés de façon à être clairement visibles de jour, dans des conditions normales, des abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès.

Les inscriptions de couleurs peuvent être de tailles plus grandes que celles exigées par la loi et peuvent être données sous n'importe quelle forme, pourvu que la taille minimum soit respectée. On peut utiliser à cet effet de la peinture ou d'autres matériaux et ces inscriptions peuvent être placées sur des objets naturels ou sur d'anciens poteaux de clôture. Pour préparer des inscriptions plus claires et dont la validité sera plus sûre, on peut utiliser un modèle préparé à l'avance.

Afin d'éviter toute confusion de la part des personnes susceptibles d'entrer sur les lieux, on recommande aux occupants, aux associations récréatives, aux arpenteurs et autres personnes concernées d'éviter de placer des inscriptions rouges ou jaunes dont la dimension correspond ou est plus grande, que celle prévue dans la loi, sauf lorsqu'ils ont l'intention bien arrêtée de limiter ou d'interdire l'accès des lieux.

Personnes autorisées par la loi à entrer sur les propriétés privées

Certaines personnes sont autorisées, aux termes d'autres lois ontariennes, à entrer sur des terrains privés à des fins particulières. Par exemple, les arpenteurs, les personnes chargées de la lecture des compteurs de service public et les inspecteurs des services sanitaires ont le droit de pénétrer sur les terrains privés dans l'exercice de leurs fonctions. L'entrée de ces personnes sur les lieux, lorsqu'elles sont dans l'exercice de leurs fonctions, ne constitue jamais une infraction.

Comment traiter les intrus

Qui peut appliquer la loi?

L'occupant des lieux a le droit d'exercer les pouvoirs qui lui sont donnés aux termes de la loi. L'occupant est la personne qui est en possession physique des lieux ou qui est responsable de l'état des lieux ou des activités auxquelles s'adonnent les personnes qui ont accès auxdits lieux. Lorsqu'un propriétaire a loué les lieux et en a donné le contrôle à un locataire, c'est le locataire qui est l'occupant. Lorsque le propriétaire et le locataire partagent le contrôle des lieux, tous deux peuvent être considérés comme des occupants. Il peut y avoir plus d'un occupant et, dans ce cas, il existe donc plus d'une personne qui peut appliquer la loi.

L'article 1(2) de la loi stipule expressément qu'un conseil scolaire a tous les droits et toutes les obligations d'un occupant à l'égard de ses emplacements scolaires.

En vertu de la loi, l'occupant peut autoriser toute personne de son choix à effectuer des arrestations conformément aux dispositions de la loi. Le propriétaire d'un centre commercial pourra accorder une telle autorisation à ses agents de sécurité. Un conseil scolaire pourra décider de donner cette autorisation aux directeurs des écoles et aux directeurs adjoints. Le propriétaire d'un édifice à appartements pourra donner cette autorisation au concierge de l'édifice. Le propriétaire d'un terrain rural qui permet à une association récréative de tracer des sentiers de promenade pour utilisation limitée sur son

terrain pourra décider d'autoriser des membres de cette association à exercer ses pouvoirs en qualité d'occupants aux termes de la loi. Lorsqu'il peut exister un doute concernant le pouvoir d'une personne d'exercer les droits de l'occupant, il vaut mieux que l'occupant confère les pouvoirs en question à cette personne par écrit. On trouvera un exemple d'une telle autorisation au paragraphe 8 du modèle d'entente pour utilisation d'un terrain à des fins récréatives (voir annexe C).

Comment traiter les intrus sur place

Quelles mesures peuvent être prises par l'occupant qui trouve un intrus sur son terrain? L'occupant doit considérer les suggestions suivantes afin de minimiser la possibilité d'une confrontation sérieuse.

1. Appeler un agent de police

Lorsque le cas peut présenter un caractère dangereux, laisser l'agent de police utiliser l'autorité qui lui est confiée pour appliquer la loi. Les agents de police ont reçu une formation spéciale pour protéger l'ordre public.

2. Ordonner à l'intrus de quitter les lieux

Dans la plupart des cas, l'occupant voudra simplement ordonner à l'intrus de quitter les lieux. L'occupant devrait alors s'identifier et expliquer à l'intrus que l'endroit où il se trouve est un terrain privé dont l'entrée est interdite. L'occupant devrait ensuite ordonner à l'intrus de quitter les lieux de façon polie mais ferme. Habituellement, l'intrus acceptera de quitter les lieux et il ne sera pas nécessaire de prendre des mesures additionnelles.

3. Obtenir les renseignements nécessaires pour tenter une poursuite

Si l'intrus refuse de quitter les lieux ou si l'occupant considère qu'une poursuite sera nécessaire à cause des dommages causés ou de la possibilité de récidive, l'occupant peut décider d'intenter une poursuite. Pour ce faire, il doit obtenir les nom et adresse de l'intrus. L'occupant doit également prendre note des circonstances se rapportant à l'incident: date, heure, témoins, si c'est le cas, et une description de sa propre conduite

et de celle de l'intrus. Ces notes seront utiles pour permettre à l'occupant de se remémorer correctement les événements lors du procès.

On trouvera en page 23 une explication des procédures à suivre pour tenter une poursuite.

4. Arrestation de l'intrus

Lorsque l'occupant connaît l'identité de l'intrus, il peut tenter une poursuite contre lui sans qu'il soit nécessaire de procéder à une arrestation. Si l'intrus refuse de divulguer son identité et qu'il est impossible de découvrir facilement son identité par d'autres moyens, l'occupant pourra décider de procéder à une arrestation.

En vertu de l'article 9, un agent de police, l'occupant des lieux ou une personne que ce dernier a autorisée à cet effet, peut arrêter sans mandat une personne qu'il croit, pour des motifs raisonnables et probables, être sur les lieux en contravention du droit de propriété. Un occupant procède à l'arrestation d'un intrus lorsqu'il impose une restriction effective à la liberté de la personne contre sa propre volonté.

Cette restriction peut être imposée par la force ou par des circonstances qui impliquent la menace du recours à la force. Quel que soit le cas, l'intrus doit être informé qu'il est sous mandat d'arrêt et on doit lui exposer les motifs de cette arrestation.

Effectuer une arrestation constitue une grave atteinte à la liberté d'autrui et il faut recourir à ce moyen uniquement lorsque toutes les autres méthodes sont demeurées sans effet. De plus, une tentative d'arrestation peut entraîner une confrontation plus sérieuse que la violation initiale du droit de propriété et il faut donc procéder avec prudence. Le recours à une force excessive ou l'utilisation déplacée du pouvoir d'arrestation peuvent engager la responsabilité civile de l'occupant ou de son représentant et les rendre passibles de poursuites criminelles.

Si l'occupant décide d'effectuer une arrestation, il doit immédiatement demander l'assistance d'un agent de police et remettre la personne arrêtée entre les mains de la police.



"Lorsqu'un agent de police a de bonnes raisons de croire qu'une personne s'est rendue coupable d'une violation du droit de propriété... il peut exiger que cette personne s'identifie ... afin qu'une plainte puisse être déposée contre elle"

5. Droits des occupants en vertu du Code criminel

En vertu du Code criminel, l'occupant ou une personne l'assistant à cet égard ou agissant en vertu de son autorité, peut valablement utiliser la force pour empêcher toute personne de commettre une infraction sur sa propriété, ou pour se débarrasser d'un intrus à condition de ne pas utiliser plus de force que nécessaire. Bien que ces clauses du Code criminel permettent à l'occupant de se débarrasser de l'intrus et d'être exonéré de toute

responsabilité s'il n'utilise qu'une force raisonnable à cet effet, toute violence physique doit uniquement être utilisée lorsque cela s'avère la seule solution possible. Si l'occupant ou son représentant ont recours à une force excessive, ils devront assumer la responsabilité civile à cet égard et pourront faire l'objet de poursuites criminelles.

Si des dommages considérables ont été causés par un intrus, l'occupant pourra décider de se prévaloir d'autres dispositions

du Code criminel. Si l'intrus a volontairement détruit ou endommagé, la propriété, par exemple, une poursuite pourra être intentée pour ce délit. Si l'occupant, considère que les dommages peuvent avoir été créés de façon intentionnelle, et que la police n'a pas encore intervenu à cet égard, il peut s'adresser au procureur de la Couronne en fonction dans sa région pour discuter les possibilités d'intenter des poursuites criminelles.

Comment procéder lorsque l'intrus a quitté les lieux

Lorsqu'un agent de police a de bonnes raisons de croire qu'une personne s'est rendue coupable d'une violation du droit de propriété et vient tout juste de quitter les lieux du délit, il peut exiger que cette personne s'identifie et fournisse son adresse afin qu'une plainte puisse être déposée contre elle. Tout refus de donner ces renseignements constitue un motif pouvant entraîner l'arrestation. Seul un agent de police peut ainsi se prévaloir du droit d'arrêter une personne en dehors des lieux sous le contrôle de l'occupant.

Comment intenter une poursuite

Lorsque l'intrus a été identifié et que son adresse est connue, le poursuivant peut déposer une plainte devant un magistrat local, sous serment. Le dépôt de cette plainte marque le début des procédures et doit être effectué au cours des six mois suivant la date où l'infraction alléguée a été commise.

Si le magistrat considère que la plainte déposée par le plaignant établit qu'une infraction a probablement été commise, il adressera un mandat de comparution à la personne ainsi inculpée. Cette citation à comparaître mentionnera la nature de l'infraction et contiendra également un avis du lieu et de l'heure fixés pour la première comparution.

Le poursuivant doit prendre note du lieu et de l'heure de la première comparution du défendant afin d'y être présent. Si ces renseignements concernant le lieu et l'heure de la comparution sont difficiles à obtenir, le poursuivant peut s'adresser au bureau du tribunal peu de temps après afin de se

procurer cette information importante. Le mandat de comparution sera signifié au défendeur par un fonctionnaire des tribunaux provinciaux.

Si un occupant ou son représentant intente une poursuite en vertu de la loi sur la violation du droit de propriété, il est fort probable que la poursuite sera menée par le poursuivant. Cela signifie que le poursuivant assumera la responsabilité de comparaître devant le tribunal au jour fixé et de fournir la preuve hors de tout doute raisonnable que le défendeur a commis une infraction.

Aux termes de la **loi provinciale sur les infractions** qui régit les poursuites, lorsque le poursuivant est un individu, il peut se faire représenter soit par un avocat ou un autre représentant. Ainsi, l'occupant peut déléguer le droit de poursuite à une association récréative intéressée à contrôler l'utilisation inadéquate de l'un de ses sentiers de promenade situé sur une propriété privée. Il est préférable que l'occupant délègue par écrit de tels pouvoirs à l'association récréative intéressée. (Voir la deuxième partie du modèle d'entente.)

Conséquences d'une condamnation

Amende de 1 000\$

On remarquera que le montant maximum de l'amende est de 1 000\$. Ce montant constitue une limite de beaucoup supérieure à celle établie aux termes de la loi sur les violations mineures du droit de propriété. On peut espérer que cette menace d'une amende de 1 000\$ constituera une façon plus réaliste de décourager les intrus.

Dommages-intérêts accordés à l'occupant

En plus de l'amende, qui est payable au trésorier de l'Ontario, le même tribunal qui déclare l'intrus coupable, peut lui ordonner de payer à l'occupant un montant pouvant atteindre 1 000\$ pour les dommages établis. Le poursuivant doit, avec le consentement de l'occupant, demander expressément ces dommages-intérêts. Cette disposition de la loi (article 12) permet aux occupants de recouvrer directement le montant des pertes encourues à cause de l'intrus.

Dans la plupart des cas, les actes de



"On peut espérer que la menace d'une amende de 1 000\$ constituera une façon plus réaliste de décourager les intrus"

violation du droit de propriété n'entraîneront pas des dommages d'une valeur supérieure à 1 000\$. Lorsque les dommages établis sont supérieurs à ce montant, l'occupant peut intenter une action civile distincte en dommages-intérêts contre l'intrus. Cependant, si un occupant reçoit des dommages-intérêts en vertu de la loi sur la violation du droit de propriété, l'article 12(3) de cette loi l'empêche d'intenter une action civile basée sur les mêmes faits.

Coûts des poursuites privées

Le défendeur sera également tenu responsable des frais occasionnés pour intenter une poursuite privée aux termes de laquelle il a été déclaré coupable, sauf s'il s'agit d'une poursuite intentée pour des arguments futils. Ces coûts pourront totaliser plusieurs centaines de dollars.

Cette disposition pourrait être utilisée par les associations récréatives et les occupants aux prises avec de sérieux problèmes dus à une utilisation abusive de leurs sentiers de promenade. L'occupant d'un terrain qui permet que de tels sentiers de promenade soient tracés sur sa propriété peut nommer des membres de l'association en qualité d'agents aux fins de poursuivre les personnes qui abusent des privilèges relatifs à l'utilisation de ces sentiers. Comme les personnes reconnues coupables assumeront les frais raisonnables occasionnés pour intenter les poursuites, une telle association récréative pourra retenir les services d'un avocat.

L'effet conjoint de l'amende à payer, des dommages-intérêts accordés à l'occupant et des frais de poursuite qu'il doit assumer, fait lourdement peser sur l'intrus les conséquences de sa conduite irresponsable.

Annexes

Loi de 1980 sur la responsabilité des occupants

1 Dans la présente loi,

Définitions

“lieux” désigne des terres et des constructions ou l’une ou l’autre et comprend

- (i) des eaux,
- (ii) des navires et des vaisseaux,
- (iii) des roulottes et des bâtiments portatifs destinés à servir ou servant de résidence, de place d’affaires ou d’abri,
- (iv) des trains, wagons, véhicules ou aéronefs sauf lorsqu’ils sont en marche;

“occupant” comprend

- (i) une personne qui est en possession physique de lieux, ou
- (ii) une personne qui a la responsabilité et le contrôle de l’état des lieux ou des activités qui s’y déroulent ou qui exerce son autorité sur les personnes admises à y entrer,

malgré qu’il y ait plus d’un occupant des mêmes lieux.
1980, chap. 14, art. 1.

2 Sous réserve de l’article 9, les dispositions de la présente loi remplacent, aux fins de déterminer la responsabilité de l’occupant des lieux en Common Law, les règles de Common Law qui déterminent les soins qu’il doit prendre à l’égard des dangers qui menacent les personnes qui entrent dans les lieux ou les biens qu’elles y apportent. 1980, chap. 14, art. 2.

L’obligation de prendre soin des lieux est remplacée

3 (1) Un occupant des lieux a l’obligation de prendre le soin qui s’avère raisonnable dans toutes les circonstances en cause pour veiller à ce que les personnes qui entrent dans les lieux et les biens qu’elles y apportent soient raisonnablement en sûreté lorsqu’ils s’y trouvent.

Obligation de l’occupant

Idem

(2) L'obligation de prendre soin prévue au paragraphe (1) s'applique, que le risque soit causé par l'état des lieux ou par une activité qui y est exercée.

Idem

(3) L'obligation de prendre soin prévue au paragraphe (1) s'applique sauf dans la mesure où l'occupant des lieux est libre de limiter, de modifier ou d'éviter son obligation et le fait. 1980, chap. 14, art. 3.

Risques volontairement assumés

4 (1) L'obligation de prendre soin prévue au paragraphe (1) de l'article 3 ne s'applique pas à l'égard des risques volontairement assumés par la personne qui entre dans les lieux. Toutefois, dans ce cas, l'occupant a envers elle l'obligation de ne créer aucun danger avec l'intention arrêtée de lui faire du tort ou d'endommager ses biens. Il ne doit pas non plus agir de façon insouciante en faisant abstraction de la présence de la personne ou de ses biens.

Activité criminelle

(2) Une personne qui se trouve dans les lieux avec l'intention de commettre des activités criminelles ou qui est en train de les commettre, est réputée avoir volontairement assumé tous les risques et est assujettie à l'obligation de prendre soin énoncée au paragraphe (1).

Violation du droit de propriété et activités de loisir permises

(3) Une personne qui entre dans les lieux décrits au paragraphe (4) est réputée avoir volontairement assumé tous les risques et elle est assujettie à l'obligation de prendre soin énoncée au paragraphe (1) lorsque

Chap. 15 des S.R.O. 1980

- a) l'entrée en est interdite aux termes de la *Loi de 1980 sur la violation du droit de propriété*;
- b) l'occupant n'a pas affiché d'avis à l'égard de l'entrée ni ne l'a expressément permise autrement; ou
- c) l'entrée est faite dans le but d'exercer une activité de loisir et
 - (i) qu'aucun droit n'est payé pour l'entrée de la personne ou l'exercice de l'activité, autre qu'une allocation ou un paiement reçu d'un gouvernement, d'une agence gouvernementale, d'un club ou d'une association de loisirs à buts non lucratifs, et

- (ii) que l'occupant ne pourvoit pas au logement de la personne.

(4) Les lieux mentionnés au paragraphe (3) sont

Lieux mentionnés
au paragraphe (3)

a) des lieux ruraux qui sont

- (i) utilisés à des fins agricoles, y compris des terres en culture, des vergers, des prés, des parcelles boisées et des étangs sis sur une ferme,

- (ii) des lieux vacants ou non développés,

- (iii) des lieux boisés ou incultes;

b) des terrains de golf lorsqu'ils ne sont pas ouverts pour y jouer;

c) des droits de passage ou des couloirs à l'usage des services publics excluant les constructions qui y sont situés;

d) des terrains affectés à l'ouverture éventuelle de chemins;

e) des chemins privés raisonnablement affichés comme tels au moyen d'un avis;

f) des pistes de loisir raisonnablement affichées comme telles au moyen d'un avis. 1980, chap. 14, art. 4.

5 (1) L'obligation d'un occupant aux termes de la présente loi ou la responsabilité qu'il encourt lorsqu'il ne l'exécute pas ne doit pas être limitée ou évitée au moyen des dispositions d'un contrat auquel la personne créancière de l'obligation n'est pas partie, que l'occupant soit tenu ou non par le contrat de permettre à cette personne d'entrer dans les lieux ou de les utiliser.

Obligation ou responsabilité limitée

(2) Un contrat ne doit pas, en vertu de la présente loi, avoir pour effet, à moins qu'il ne le prévoie expressément, de rendre un occupant qui a pris le soin raisonnable, responsable envers quiconque n'est pas partie au contrat des dangers attribuables à la mauvaise exécution des travaux de construction, d'entretien ou de réparation quelconques ou d'autre opération du même

Responsabilité accrue par contrat

genre, effectués par des personnes autres que lui-même, ses domestiques et les personnes agissant sous son contrôle et son autorité.

Mesures raisonnables pour renseigner

(3) Lorsqu'un occupant est libre de limiter, de modifier ou d'éviter son obligation de prendre soin ou la responsabilité qu'il encourt lorsqu'il ne l'exécute pas, il doit prendre les mesures raisonnables pour porter à l'attention de la personne créancière de l'obligation le fait qu'il l'a limitée, modifiée ou évitée. 1980, chap. 14, art. 5.

Responsabilité encourue lorsqu'il y a un entrepreneur indépendant

6 (1) Lorsque des dommages sont causés à une personne ou à ses biens à la suite de la négligence d'un entrepreneur indépendant embauché par l'occupant, celui-ci n'est pas pour autant, responsable si, dans toutes les circonstances, il a agi raisonnablement en confiant le travail à cet entrepreneur, s'il a pris les mesures, le cas échéant, qu'il devait raisonnablement prendre pour s'assurer de la compétence de l'entrepreneur et de la qualité du travail accompli et s'il était raisonnable que le travail accompli par l'entrepreneur indépendant ait été entrepris.

Idem

(2) Lorsqu'il y a plus d'un occupant des lieux, tout avantage retiré en raison de l'application du paragraphe (1), par l'occupant qui a embauché l'entrepreneur indépendant doit profiter à tous les occupants des lieux.

Idem

(3) Rien dans le présent article ne porte atteinte à une obligation de l'occupant qui ne peut être déléguée en Common Law ou à toute disposition de toute autre loi qui prévoit qu'un occupant est responsable de la négligence d'un entrepreneur indépendant. 1980, chap. 14, art. 6.

Application des articles 5 (1) et (2) et 6

7 Dans la mesure où les paragraphes (1) et (2) de l'article 5 empêchent l'occupant de limiter ou d'éviter son obligation de prendre soin ou la responsabilité qu'il encourt lorsqu'il ne l'exécute pas, ces paragraphes s'appliquent à la fois aux contrats passés avant et après l'entrée en vigueur de la présente loi. Dans la mesure où l'article 6 accroît l'obligation de prendre soin d'un occupant ou la responsabilité qu'il encourt lorsqu'il ne l'exécute pas, cet article ne s'applique qu'à l'égard des contrats passés après l'entrée en vigueur de la présente loi. 1980, chap. 14, art. 7.

Obligations d'un locateur en qualité d'occupant

8 (1) Lorsque des lieux sont occupés ou utilisés en vertu d'un bail aux termes duquel le locateur est responsable de leur entre-

rien ou de leur réparation, celui-ci a, envers toute personne ou à l'égard des biens qu'elle apporte dans les lieux, la même obligation de prendre soin à l'égard des dangers qui naissent d'un manquement de sa part en assumant sa responsabilité que celle exigée d'un occupant des lieux par la présente loi.

(2) Aux fins du présent article, un locateur n'est pas réputé avoir commis de manquement en exécutant toute obligation envers une personne à moins que le manquement soit tel qu'il puisse faire l'objet d'une poursuite intentée par la personne qui a le droit d'être en possession des lieux. Idem

(3) Aux fins du présent article, les obligations imposées par un statut en raison d'un bail doivent être considérées comme étant imposées par le bail et "bail" comprend un bail statutaire, un bail tacite et tout contrat conférant un droit d'occupation; "locateur" doit être interprété de façon correspondante. Définition

(4) Le présent article s'applique à tous les baux, qu'ils aient été conclus avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi. 1980, chap. 14, art. 8. Application de l'article

9 (1) Rien dans la présente loi ne libère, dans un cas donné, un occupant des lieux d'une responsabilité accrue ou d'une obligation de démontrer des normes de soins plus élevées que celles qui lui sont imposées dans ce cas précis en raison d'un statut ou d'une règle de droit qui impose une responsabilité ou des normes de soins particulières à une catégorie donnée de personnes y compris, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, les obligations Maintien des obligations accrues

a) des aubergistes, sous réserve de la *Loi sur les aubergistes**; Chap. 223 des S.R.O. 1970

b) des transporteurs;

c) des dépositaires.

(2) Rien dans la présente loi ne doit être interprété de façon à porter atteinte aux droits, obligations et responsabilités qui découlent de l'existence d'un rapport entre un maître et un domestique. Relation maître-domestique

(3) Les dispositions de la *Loi sur la négligence** s'appliquent pour ce qui est des causes d'action auxquelles la présente loi s'applique. 1980, chap. 14, art. 9. Application du chap. 296 des S.R.O. 1970

Loi lie la Couronne
Chap. 365 des
S.R.O. 1970

10 (1) La présente loi engage la Couronne sous réserve de la *Loi sur les procédures contre la Couronne**.

Exception

(2) La présente loi ne s'applique ni à la Couronne ni à une corporation municipale, lorsque l'une ou l'autre est l'occupant d'une route ou d'un chemin publics. 1980, chap. 14, art. 10.

Application de la loi

11 La présente loi ne porte pas atteinte aux droits et aux responsabilités des personnes à l'égard des causes d'actions nées avant l'entrée en vigueur de la présente loi. 1980, chap. 14, art. 11.

Entrée en vigueur

12 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. 1980, chap. 14, art. 12.

Titre abrégé

13 La présente loi porte le titre abrégé de *Loi de 1980 sur la responsabilité des occupants*. 1980, chap. 14, art. 13.

CONCORDANCE DES DÉFINITIONS ET DES TITRES

Afin de faciliter les recherches, les définitions françaises correspondent aux définitions de la version anglaise, comme suit:

lieux
occupant

premises
occupier

Afin de faciliter les recherches, les titres anglais des lois mentionnés dans le texte sont les suivants:

Loi sur les aubergistes*	The Innkeepers Act
Loi sur la négligence*	The Negligence Act
Loi sur les procédures contre la Couronne*	The Proceedings Against the Crown Act
Loi de 1980 sur la responsabilité des occupants	The Occupiers' Liability Act, 1980
Loi de 1980 sur la violation du droit de propriété	The Trespass to Property Act, 1980

*Le titre français des lois mentionnées dans le texte et non encore traduites n'est donné qu'à titre indicatif.

Loi de 1980 sur la violation du droit de propriété

1 (1) Dans la présente loi,

Définitions

“lieux” désigne des terres et des constructions ou l’une ou l’autre et comprend

- (i) des eaux,
- (ii) des navires et des vaisseaux,
- (iii) des roulottes et des bâtiments portatifs destinés à servir ou servant de résidence, de place d’affaires ou d’abri,
- (iv) des trains, wagons, véhicules ou aéronefs sauf lorsqu’ils sont en marche;

“occupant” comprend

- (i) une personne qui est en possession physique de lieux, ou
- (ii) une personne qui a la responsabilité et le contrôle de l’état des lieux ou des activités qui s’y déroulent ou qui exerce son autorité sur les personnes admises à y entrer,

malgré qu’il y ait plus d’un occupant des mêmes lieux.

(2) Un conseil scolaire a tous les droits et toutes les obligations d’un occupant à l’égard de ses emplacements scolaires tels qu’ils sont définis dans la *Loi de 1974 sur l’éducation*. 1980, chap. 15, art. 1.

Conseils scolaires

1974, chap. 109

2 (1) Quiconque n’agit pas en vertu d’un droit ou d’un pouvoir conféré par la loi et,

La violation du droit de propriété est une infraction

a) sans la permission expresse de l’occupant, permission dont la preuve incombe au défendeur,

- (i) entre dans des lieux lorsque l’entrée en est interdite aux termes de la présente loi, ou

(ii) s'adonne à une activité sur des lieux lorsque cette activité est interdite aux termes de la présente loi; ou

b) ne quitte pas immédiatement les lieux après que l'occupant des lieux ou la personne qu'il a autorisée à cette fin le lui a ordonné, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 dollars.

L'apparence de droit constitue une défense

(2) Constitue une défense à une accusation portée aux termes du paragraphe (1) à l'égard des lieux qui sont des terres, le fait que l'accusé croyait raisonnablement avoir sur les terres un droit ou un intérêt l'autorisant à accomplir l'acte sur lequel repose la plainte. 1980, chap. 15, art. 2.

Interdiction d'entrer

3 (1) L'entrée dans des lieux peut être interdite au moyen d'un avis placé à cet effet. L'entrée est interdite sans avis lorsque les lieux sont:

a) un jardin, un champ ou une autre terre en culture y compris une pelouse, un verger, un vignoble et des lieux où des arbres ont été plantés mais n'ont pas atteint une taille moyenne de plus de deux mètres et des parcelles boisées sur des terres utilisées principalement à des fins agricoles; ou

b) des lieux clos de façon à indiquer l'intention de l'occupant d'empêcher les personnes d'y entrer ou d'y garder des animaux.

Permission implicite d'utiliser l'accès à la porte

(2) Il existe une présomption selon laquelle l'accès à la porte d'un immeuble situé sur des lieux n'est pas interdit lorsque l'accès est utilisé à des fins légitimes et par un moyen apparemment prévu à cet effet. 1980, chap. 15, art. 3.

Permission limitée

4 (1) Lorsqu'un avis est donné selon lequel il est permis d'exercer une ou plusieurs activités particulières, toutes les autres activités et l'entrée dans ces lieux en vue de les exercer sont interdites. La présence de tout avis supplémentaire interdisant l'entrée ou l'exercice d'une activité particulière sur ces mêmes lieux ne doit être interprétée que pour plus de certitude.

(2) Lorsque l'entrée dans des lieux n'est pas interdite aux termes de l'article 3 ou par un avis selon lequel il est permis d'exercer une ou plusieurs activités particulières aux termes du paragraphe (1) et qu'un avis est donné selon lequel il est interdit d'exercer une activité particulière, cette activité et l'entrée en vue de l'exercer sont interdites. Cependant, toutes les autres activités et l'entrée en vue de les exercer ne le sont pas. 1980, chap. 15, art. 4.

Interdiction limitée

5 (1) Un avis aux termes de la présente loi peut être donné

Façon de donner un avis

a) oralement ou par écrit;

b) au moyen de panneaux indicateurs affichés de façon à ce qu'ils soient clairement visibles de jour, dans des conditions normales, des abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès; ou

c) au moyen du système d'inscriptions énoncé à l'article 7.

(2) Un avis conforme en substance aux alinéas b) ou c) du paragraphe (1) constitue un avis suffisant. 1980, chap. 15, art. 5.

Avis suffisant

6 (1) Un panneau indicateur nommant une activité ou l'illustant par un graphique suffit aux fins de donner avis que cette activité est permise.

Forme du panneau indicateur

(2) Un panneau indicateur nommant une activité ou l'illustant par un graphique et recouvert d'une ligne oblique suffit aux fins de donner avis que cette activité est interdite. 1980, chap. 15, art. 6.

Idem

7 (1) Des inscriptions de couleur rouge faites et affichées en conformité avec les paragraphes (3) et (4) suffisent aux fins de donner avis que l'entrée dans les lieux est interdite.

Inscriptions de couleur rouge

(2) Des inscriptions de couleur jaune faites et affichées en conformité avec les paragraphes (3) et (4) suffisent aux fins de donner avis que l'entrée est interdite, sauf pour exercer certaines activités, et sont réputées constituer un avis des activités permises.

Inscriptions de couleur jaune

(3) Une inscription aux termes du présent article doit être d'une dimension qui permette de contenir pleinement un cercle de dix centimètres de diamètre.

Dimension

Affichage

(4) Les inscriptions aux termes du présent article doivent être disposées de façon à ce qu'elles soient clairement visibles de jour, dans des conditions normales, des abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès. 1980, chap. 15, art. 7.

Avis qui s'applique à une partie des lieux

8 Un avis ou une permission aux termes de la présente loi peut être donné à l'égard d'une partie quelconque des lieux d'un occupant. 1980, chap. 15, art. 8.

Arrestation sans mandat sur les lieux

9 (1) Un agent de police, l'occupant des lieux ou une personne que ce dernier a autorisée à cet effet, peut arrêter sans mandat une personne qu'il croit, pour des motifs raisonnables et probables, être sur les lieux en contravention de l'article 2.

Garde de la personne arrêtée confiée à un agent de police

(2) Lorsque la personne qui procède à une arrestation aux termes du paragraphe (1) n'est pas un agent de police, elle doit rapidement requérir l'aide d'un agent de police et lui confier la garde de la personne arrêtée.

Application du chap. 4 de 1979

(3) Un agent de police qui se voit confier la garde d'une personne aux termes du paragraphe (2) est réputé avoir procédé à l'arrestation de la personne aux fins des dispositions de la *Loi de 1979 sur les infractions provinciales* concernant sa mise en liberté ou sa détention continue et la caution. 1980, chap. 15, art. 9.

Arrestation sans mandat hors des lieux

10 Lorsqu'un agent de police a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une personne a contrevenu à l'article 2 et vient juste de quitter les lieux, et lorsqu'elle refuse de donner son nom et son adresse ou qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que le nom ou l'adresse donnés est faux, il peut, sans mandat, arrêter cette personne. 1980, chap. 15, art. 10.

Véhicules moteurs

11 Lorsqu'une infraction aux termes de la présente loi est commise au moyen d'un véhicule moteur tel qu'il est défini dans le *Code de la route*, le conducteur du véhicule moteur est passible de l'amende prévue aux termes de la présente loi. Lorsque le conducteur n'est pas le propriétaire du véhicule, ce dernier est passible de l'amende prévue aux termes de la présente loi à moins que le conducteur ne soit déclaré coupable de l'infraction ou, qu'au moment de l'infraction le véhicule était, sans la permission du propriétaire, en la possession d'une personne autre que lui. 1980, chap. 15, art. 11.

S.R.O. 1970, chap. 202

12 (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction aux termes de l'article 2 et qu'elle a causé des dommages à autrui lors de la perpétration de l'infraction, le tribunal doit, à la requête du poursuivant et avec le consentement de la personne qui a subi les dommages, déterminer les dommages et rendre un jugement en dommages-intérêts contre la personne déclarée coupable, en faveur de la personne qui a subi les dommages. Toutefois, aucun jugement ne doit accorder un montant supérieur à 1 000 dollars.

Dom-mages-inté-rêts accordés

(2) Lorsqu'une poursuite est intentée aux termes de l'article 2 par une partie civile et que le défendeur est déclaré coupable, le tribunal doit, à moins qu'il ne soit d'avis que la poursuite n'était pas nécessaire pour assurer la protection de l'occupant ou de ses intérêts, fixer les frais réels raisonnablement occasionnés pour intenter la poursuite. Malgré l'article 61 de la *Loi de 1979 sur les infractions provinciales*, il doit ordonner que le défendeur paie ces frais au poursuivant.

Frais de poursuite

1979, chap. 4

(3) Un jugement en dommages-intérêts rendu aux termes du paragraphe (1) ou une allocation de frais accordée aux termes du paragraphe (2) doit être en sus d'une amende imposée aux termes de la présente loi.

Dom-mages-inté-rêts et frais en sus de l'amende

(4) Un jugement en dommages-intérêts rendu aux termes du paragraphe (1) en faveur d'une personne éteint son droit d'intenter, contre la personne déclarée coupable, une action civile en dommages-intérêts basée sur les mêmes faits.

Action civile

(5) Le défaut de présenter une requête pour obtenir un jugement en dommages-intérêts aux termes du paragraphe (1) ou le refus d'accorder un tel jugement, ne porte pas atteinte au droit d'intenter une action civile en dommages-intérêts basée sur les mêmes faits.

Idem

(6) Le jugement en dommages-intérêts rendu aux termes du paragraphe (1) et l'allocation pour frais accordée aux termes du paragraphe (2) peuvent être déposés à une Cour des petites créances et sont réputés être un jugement ou une ordonnance de ce tribunal aux fins de leur mise en exécution. 1980, chap. 15, art. 12.

Mise à exécution

13 La *Loi sur les violations mineures du droit de propriété* est abrogée. (Chapitre 347 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970). 1980, chap. 15, art. 13.

Abrogation

Entrée en vigueur **14** La présente loi entre en vigueur à la date que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. 1980, chap. 15, art. 14.

Titre abrégé **15** La présente loi porte le titre abrégé de: *Loi de 1980 sur la violation du droit de propriété*. 1980, chap. 15, art. 15.

CONCORDANCE DES DÉFINITIONS ET DES TITRES

Afin de faciliter les recherches, les définitions françaises correspondent aux définitions de la version anglaise, comme suit:

lieux occupant	premises occupier
-------------------	----------------------

Afin de faciliter les recherches, les titres anglais des lois mentionnés dans le texte sont les suivants:

Code de la route	The Highway Traffic Act
Loi de 1974 sur l'éducation	The Education Act, 1974
Loi de 1979 sur les infractions provinciales	The Provincial Offences Act, 1979
Loi de 1980 sur la violation du droit de propriété	The Trespass to Property Act, 1980
Loi sur les violations mineures du droit de propriété	The Petty Trespass Act

Utilisation suggérée des panneaux et inscriptions de couleurs

On trouvera dans la présente annexe un tableau indiquant quels panneaux et signes de couleurs sont considérés appropriés dans certaines situations particulières. Ce tableau comprend trois colonnes:

- La première colonne indique l'intention de l'occupant. En d'autres mots, la première colonne déclare la situation de l'occupant et les comportements qui s'ensuivent seront décrits dans les deux autres colonnes.
- La deuxième colonne indique quels panneaux et inscriptions de couleurs doivent être utilisés sur les lieux dont l'accès est interdit aux termes de la loi.

Les lieux dont l'accès est interdit sans avis sont définis à l'article 3 de la loi. Ces lieux sont les suivants:

- les jardins, champs ou autres terres en culture y compris:
une pelouse,
un verger,
un vignoble
et des lieux où des arbres ont été plantés mais n'ont pas atteint une taille moyenne de plus de deux mètres, et
des parcelles boisées sur des terres utilisées principalement à des fins agricoles.
- les lieux clos de façon:
à indiquer l'intention de l'occupant d'empêcher les personnes d'y entrer ou d'y garder des animaux.

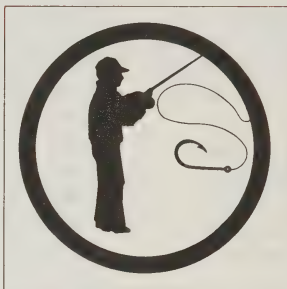
- On trouvera en colonne 3 les avis suggérés pour signifier légalement aux personnes qui entrent dans les lieux qu'elles doivent se conformer aux intentions établies par l'occupant vis-à-vis des lieux où l'entrée est interdite uniquement lorsqu'un avis y a été placé à cet effet. La troisième colonne s'applique à tous les autres types de terrains. Les lieux qui ne sont pas clôturés comme les terrains boisés, les pâturages, les marais, les parcs et les sanctuaires naturels sont régis par les dispositions figurant dans la troisième colonne.

Pour que les panneaux et inscriptions utilisés constituent des avis ayant une valeur légale pour interdire ou permettre certaines activités, quel que soit le cas, ils doivent être disposés de façon à être clairement visibles de jour, dans des conditions normales, des abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès.

Activités permises



Chasse



Pêche



Camping



Excursions à pieds



Excursions en motocyclette



Ski de randonnée



Équitation

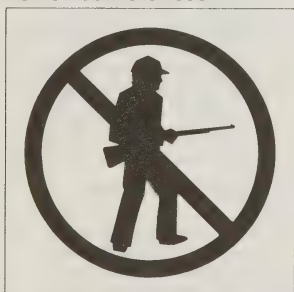
Activités interdites



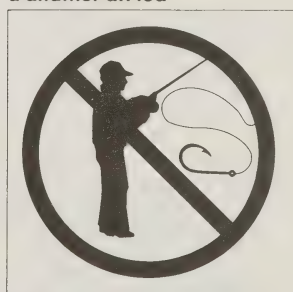
**Accès interdit aux
véhicules motorisés**



**Défense de camper ou
d'allumer un feu**



Chasse interdite



Pêche interdite



Équitation interdite



**Accès interdit aux
motocyclettes**

Utilisation suggérée des panneaux et inscriptions de couleurs

Intentions de l'occupant	Utilisations suggérées des panneaux et inscriptions Panneaux et inscriptions de couleurs utilisés lorsque l'entrée est interdite sans avis aux termes de la loi	Panneaux et inscriptions de couleurs utilisés lorsque l'entrée est interdite uniquement lorsqu'un avis est donné à cet effet
I Pour interdire toute entrée dans les lieux	<p>Il n'est pas nécessaire de placer un panneau ou une inscription:</p> <p>Lorsque l'occupant désire donner un avis aux personnes susceptibles de pénétrer sur les lieux, même s'il n'est pas légalement tenu de le faire, il peut utiliser:</p> <ul style="list-style-type: none"> • des inscriptions de couleur rouge, ou • des panneaux marqués "Entrée interdite" ou "Défense d'entrer" ou toute autre mention indiquant que l'entrée est interdite. 	<p>Inscriptions de couleur rouge disposées aux abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès, ou</p> <p>Des panneaux portant la mention "Entrée interdite" ou "Défense d'entrer" ou tout autre avis indiquant que l'entrée est interdite, disposés aux abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès.</p>
II Pour interdire l'entrée des lieux à toute personne, pour quelque activité que ce soit sauf dans le cas des personnes que l'occupant décide d'autoriser de façon individuelle ou en qualité de membre d'un groupe.	<p>Comme ci-dessus</p> <p>Lorsque l'occupant désire exercer un contrôle sur les individus ou sur le groupe auquel ils appartiennent, et non pas sur les activités auxquelles ces personnes s'adonnent, il est préférable de maintenir l'interdiction d'entrer dans les lieux et de donner ensuite une permission expresse à certains individus à qui cette interdiction ne s'applique pas.</p>	<p>Comme ci-dessus</p> <p>Lorsque l'occupant désire exercer un contrôle sur les individus ou sur le groupe auquel ils appartiennent, et non pas sur les activités auxquelles ces personnes s'adonnent, il est préférable de maintenir l'interdiction d'entrer dans les lieux et de donner ensuite une permission expresse à certains individus à qui cette interdiction ne s'applique pas.</p>
III Pour permettre toutes les activités, sauf une activité particulière ou plus; par exemple, pour permettre toutes les activités sauf la natation.	<p>Il est peu probable que l'occupant fera un tel choix dans le cas de ce type de propriété. Cependant, des inscriptions de couleur jaune, disposées aux abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès et accompagnées de panneaux portant la mention "Entrée permise/ Défense de nager" constitueront un avis ayant valeur légale.</p>	<p>Des inscriptions de couleur jaune disposées aux abords des lieux à chacun de leurs points usuels d'accès et accompagnées de panneaux portant la mention "Défense de nager" ou de symboles ayant cette signification, placés aux endroits stratégiques, ou de panneaux portant la mention "Défense de nager" ou des symboles ayant cette signification, disposés à chacun des points usuels d'accès.</p>

Intentions de l'occupant	Utilisations suggérées des panneaux et inscriptions Panneaux et inscriptions de couleurs utilisés lorsque l'entrée est interdite sans avis aux termes de la loi	Panneaux et inscriptions de couleurs utilisés lorsque l'entrée est interdite uniquement lorsqu'un avis est donné à cet effet
IV Pour permettre des activités particulières sur toute l'étendue des lieux mais pour interdire toutes les autres activités; par exemple, pour permettre le ski de randonnée et interdire toutes les autres activités.	Des inscriptions de couleur jaune disposées à tous les points usuels d'accès, accompagnées de panneaux portant la mention "Ski de randonnée" ou des symboles ayant une signification identique disposés à des endroits stratégiques, ou Des panneaux portant la mention "Ski de randonnée" ou des symboles ayant cette signification et disposés à tous les points usuels d'accès.	Des inscriptions de couleur jaune disposées à tous les points usuels d'accès, accompagnées de panneaux portant la mention "Ski de randonnée" ou des symboles ayant une signification identique disposés à des endroits stratégiques, ou Des panneaux portant la mention "Ski de randonnée" ou des symboles ayant cette signification et disposés à tous les points usuels d'accès.
V Pour permettre uniquement certaines activités particulières en ne permettant l'accès qu'à des endroits bien précis; par exemple, pour permettre les excursions à pieds mais limiter le droit d'accès à uniquement deux endroits sur les lieux.	Des inscriptions de couleur jaune, accompagnées de panneaux portant la mention "Excursions à pieds" ou des symboles ayant la même signification, placés aux deux points d'accès, ou Des panneaux portant la mention "Excursions à pieds" ou des symboles ayant la même signification, placés aux deux points d'accès. Bien que l'occupant ne soit pas légalement tenu de le faire, il sera préférable de placer des inscriptions de couleur rouge aux autres points d'accès afin de mieux garantir le respect de ces dispositions.	Des inscriptions de couleur jaune, accompagnées de panneaux portant la mention "Excursions à pied" ou des symboles ayant la même signification placés aux deux points d'accès et des inscriptions de couleur rouge placées à tous les autres points d'accès. Des panneaux portant la mention "Excursions à pied" et des symboles ayant la même signification disposés aux deux points d'accès et des inscriptions de couleur rouge placées aux autres points d'accès.
VI En plus de toute autre restriction, restreindre les activités permises à l'utilisation d'un sentier ou d'un secteur dont les limites sont définies.	Des inscriptions de couleur jaune disposées à l'intérieur des limites du sentier avec des inscriptions de couleur rouge placées à l'extérieur des limites du sentier ou en dehors du sentier là où il est possible que l'utilisateur du sentier puisse s'égarer.	Des inscriptions de couleur jaune disposées à l'intérieur des limites du sentier avec des inscriptions de couleur rouge placées à l'extérieur des limites du sentier ou en dehors du sentier là où il est possible que l'utilisateur du sentier puisse s'égarer.

Intentions de l'occupant

Utilisations suggérées des panneaux et inscriptions Panneaux et inscriptions de couleurs utilisés lors- que l'entrée est interdite sans avis aux termes de la loi

Panneaux et inscriptions de couleurs utilisés lors- que l'entrée est interdite uniquement lorsqu'un avis est donné à cet effet

VII Pour interdire l'entrée dans un secteur; par exemple, pour interdire l'entrée dans une grange abandonnée ou une autre construction non verrouillée.

Il n'est pas nécessaire de placer des panneaux ou inscriptions.

Cependant, pour mieux garantir le respect de ces dispositions, on pourra placer des inscriptions de couleur rouge ou des panneaux portant la mention "Défense d'entrer" sur la construction ou aux environs.

Des inscriptions de couleur rouge ou des panneaux portant la mention "Défense d'entrer" placés sur la construction ou aux environs.

Modèle d'entente

On trouvera dans la présente annexe un modèle d'entente. Il a été préparé pour utilisation par les associations récréatives qui désirent obtenir une permission limitée de l'occupant pour avoir accès à des lieux ruraux et s'y adonner à des activités récréatives. Bien sûr, les occupants et les associations récréatives sont tout à fait libres de rédiger leur propre entente.

Dans la première partie du modèle d'entente, l'occupant accorde la permission d'utiliser les lieux à des fins récréatives. On remarquera qu'en vertu de l'article 6, l'occupant peut révoquer cette permission en tout temps en retirant les inscriptions permettant l'entrée ou en disposant des panneaux ou inscriptions interdisant l'entrée. La deuxième partie de l'entente permet à l'occupant d'autoriser des tiers à agir comme ses représentants afin de faire valoir ses droits en vertu de **la loi de 1980 sur la violation** du droit de propriété et en vertu du Code criminel. On trouvera dans la deuxième

partie l'énumération de diverses mesures que l'association récréative chargée des activités de supervision peut s'engager à prendre.

En utilisant ce modèle d'entente, les droits et devoirs de l'occupant et de l'association récréative chargée de superviser les activités sont clairement définis. On peut modifier l'une ou l'autre des clauses de cette entente afin de tenir compte des besoins des deux parties. Pourvu que le paragraphe 3 du modèle d'entente soit respecté, l'occupant d'une terrain rural ne sera pas soumis à l'obligation fondamentale de prendre soin de la protection des personnes qui entrent sur les lieux pour s'y adonner à des activités récréatives (voir page 46). Cette entente doit être signée et datée et l'occupant ainsi que l'association récréative chargée des activités de supervision doivent en conserver une partie.

Première partie
Permission de l'occupant d'utiliser les lieux à des fins récréatives

1. L'occupant, _____ des lieux situés sur le(s)
(nom ou noms du ou des occupants)
lot(s) _____ subdivision(s) _____ dans le canton de _____
dans la région, le comté ou le district de _____ donne à
(aux) association(s) récréative(s) chargée(s) de la supervision _____
(nom ou noms du ou des associations),
en échange des mesures que ladite ou lesdites associations s'engagent à prendre,
conformément aux dispositions stipulées dans la troisième partie des présentes, une
permission limitée telle que décrite ci-après d'entrer dans les lieux et de s'y adonner à des
activités récréatives.
2. L'occupant permet aux personnes, qu'elles soient ou non membres de l'association récréative
chargée de la supervision, d'entrer dans les lieux et de s'y adonner, conformément à la loi, à
des activités tel que prévu aux paragraphes 4 et 5, jusqu'à ce que la permission prenne fin en
vertu du paragraphe 6 ou jusqu'à ce que cette permission soit révoquée par l'occupant.
3. L'occupant n'impose aucun honoraire en échange de la présente permission.
4. L'occupant permet l'accès dans les lieux et la tenue d'activités récréatives (cocher l'une des
cases suivantes):
- ☐ Uniquement dans le secteur des lieux indiqué sur la carte ci-jointe tracée à la main;
- ☐ Sur toute l'étendue des lieux;
- ☐ Uniquement dans les secteurs des lieux décrits ci-après
- _____
- _____
5. (Cocher l'une des cases suivantes et inscrire les activités concernées)
- ☐ Seules les activités récréatives suivantes sont permises: _____
- _____
- ☐ Toutes les activités récréatives sont permises sauf les activités suivantes: _____
- _____
6. La présente permission prend effet le _____ et se terminera à celle des dates
suivantes qui se produira la première:
- date d'expiration (inscrire une date si désiré) _____
 - à la date où les lieux tombent sous le contrôle d'un autre occupant p.e. aux termes d'une
vente ou d'un bail
 - à la date où l'occupant donnera avis de son intention de mettre fin à la permission en retirant
les inscriptions permettant l'entrée ou en disposant sur les lieux des inscriptions interdisant
l'entrée (ou en donnant à l'association récréative chargée de la supervision l'autorisation
de procéder de la sorte en son nom).

Deuxième partie

Autorisation donnée par l'occupant à son représentant

7. L'occupant autorise les personnes suivantes à agir comme ses représentants pour faire valoir ses droits relativement aux lieux conformément aux dispositions de la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété et au Code criminel: (cocher l'une des cases suivantes et inscrire les renseignements voulus)

☐ Tous les membres de l'association récréative chargée de la supervision;

☐ Les personnes nommées ci-après;

-
-
-
-
8. Chaque représentant de l'occupant peut exercer son autorité à partir du moment où la permission a été donnée conformément à la première partie et, à moins d'une révocation à une date antérieure par l'occupant, jusqu'à ce que telle permission prenne fin.

9. Chaque représentant de l'occupant est autorisé à interdire l'entrée des lieux à toute personne ou à ordonner à toute personne de quitter les lieux lorsque ledit représentant considère que la présence de cette personne ou le fait qu'elle demeure sur les lieux pourrait entrer en contravention avec l'essence ou l'esprit de la présente entente.

10. Chaque représentant est autorisé à procéder à l'arrestation d'une personne lorsque ledit représentant a des motifs raisonnables et probables de croire que cette personne commet une infraction aux termes de la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété et si le représentant procède ainsi à l'arrestation d'une personne, il devra immédiatement demander l'assistance d'un agent de police et remettre la personne arrêtée entre les mains de la police.

11. Chaque représentant est autorisé à enlever physiquement, sans utiliser une force plus considérable que nécessaire, un intrus qui se trouve sur les lieux si ledit intrus refuse de quitter après qu'on lui ait ordonné de le faire.

12. Chaque agent est autorisé à intenter des poursuites contre une personne après avoir déposé plainte contre elle et à demander au tribunal des dommages-intérêts au nom de l'occupant ainsi que le remboursement des frais raisonnablement occasionnés pour intenter la poursuite.

Troisième partie

Engagement des membres de l'association

13. En échange de la permission donnée par l'occupant les autorisant à entrer dans les lieux et à utiliser le terrain à des fins récréatives, les membres de la ou des association(s) récréative(s) chargée(s) de la supervision des activités, qui sont _____, promettent de se conformer aux dispositions suivantes (cocher les cases appropriées):
14. ☐ Les membres acceptent de disposer sur les lieux des panneaux et inscriptions conformément aux dispositions de la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété afin de faire connaître les intentions de l'occupant.
15. ☐ Les membres acceptent de maintenir les pistes de promenade en bon état, de façon raisonnable, de ne créer aucun danger avec l'intention arrêtée de faire du tort à autrui ou d'endommager les biens d'autrui et de ne pas agir de façon insouciante en faisant abstraction de la présence d'autrui ou de ses biens.
16. ☐ Les membres qui sont autorisés, en qualité de représentants de l'occupant, acceptent de s'occuper de la supervision des lieux et de mettre en application les dispositions de la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété.
17. ☐ À chaque année et au cours des dix jours de la date d'expiration de la permission, les membres acceptent de débarrasser les lieux de toutes les ordures laissées par les personnes qui ont utilisé la propriété de l'occupant à des fins récréatives.
18. ☐ Les membres acceptent de retirer tous les panneaux et toutes les inscriptions disposés conformément aux dispositions de la loi de 1980 sur la violation du droit de propriété à la date d'expiration de la permission ou au cours des dix jours de telle date.
19. ☐ Les membres acceptent, lorsqu'ils se trouveront sur la propriété de l'occupant,
- ☐ de ne pas permettre aux chiens de circuler librement;
 - ☐ de ne pas cueillir les fleurs sauvages;
 - ☐ de n'y déranger aucun animal, sauvage ou domestique;
- (Autres engagements) _____
20. De façon générale, les membres acceptent de toujours utiliser le terrain de l'occupant en respectant l'esprit qui inspire la mise en place des sanctuaires naturels, de n'y prendre que des photos et de laisser derrière eux que leurs propres pistes.
- Permission accordée le _____
- | | |
|---|---|
| <p>.....
signature de l'(des) occupant(s)</p> <p>.....
nom de l'(des) occupant(s)</p> <p>.....
adresse où l'on peut rejoindre l'occupant</p> <p>.....
numéro de téléphone</p> | <p>.....
signatures des personnes autorisées à signer au nom de l'association récréative chargée de la supervision</p> <p>.....
nom du (des) association(s) récréative(s)</p> <p>.....
nom, adresse et numéro de téléphone de la personne autorisée à représenter l'association</p> <p>.....
nom, adresse et numéro de téléphone d'une autre personne autorisée à représenter l'association</p> |
|---|---|



Pour de plus amples renseignements sur les diverses inscriptions disponibles, on peut s'adresser par écrit au:

Bureau des communications
Ministère du Procureur général
18th Floor
18 King Street East
Toronto, Ontario
M5C 1C5

On peut se procurer des copies additionnelles de la présente brochure en s'adressant au:

Centre des publications	ou	Bureau des communications
5th Floor		Ministère du Procureur général
880 Bay Street		18th Floor
Toronto, Ontario		18 King Street East
M7A 1N8		Toronto, Ontario
		M5C 1C5

La présente brochure est également disponible en anglais.